

Note d'information économique – COVID-19 – 17 avril 2020

Politique budgétaire

- **Les États fédérés s'alarment de leur situation financière et sollicitent un soutien financier de grande ampleur de l'État fédéral.** L'association des gouverneurs (*National Governors Association*) et le groupe des organes législatifs des États fédérés (*National Conference of State Legislatures*) se sont successivement alarmés de la situation financière des États et redoutent une contraction de leurs recettes fiscales comprise entre 15 % et 20 % ainsi qu'un déficit d'environ 400 Md USD sur l'année fiscale 2021 (qui commence dès juillet 2020 dans certains États). Parce qu'ils sont soumis à une contrainte d'équilibre budgétaire, les États imploront le Congrès de compenser le manque à gagner sous forme de subventions directes générales (entre 300 et 500 Md USD), d'une plus grande prise en charge des frais de santé Medicaid et des dépenses avancées dans le cadre des programmes de gestion de crise (FEMA), ainsi que par des fonds alloués spécifiquement aux infrastructures de transport. Une première aide de l'État fédéral est envisagée dans le cadre de la loi de finances rectificative qui devrait augmenter le budget du programme de prêt aux PME (*Paycheck Protection Program*)

Commerce

- **De plus en plus d'entreprises américaines implantées en Chine croient au découplage des économies américaine et chinoise,** d'après une nouvelle étude de la chambre de commerce américaine en Chine (*American Chamber of Commerce in China*). Au mois de mars, 44% des 25 grandes entreprises américaines implantées en Chine interrogées continuaient de penser que ce découplage était impossible, contre 66% en octobre dernier. Par ailleurs, plus d'un quart disent avoir commencé à élaborer des plans visant à diversifier leurs sources d'approvisionnement – parfois à l'intérieur de la Chine elle-même. 16% confirment avoir l'intention de déplacer tout ou partie de leurs chaînes de production hors de Chine, 40% disent que leurs chaînes resteront identiques, tandis que les autres restent encore incertaines.
- **Le représentant Mark Green (R-Tennessee), propose d'inclure dans la prochaine loi de soutien à l'économie discutée au Congrès des dispositions incitant au rapatriement les entreprises américaines implantées en Chine.** Il suggère notamment que l'État américain prenne en charge la totalité des frais associés à la relocalisation, en recourant aux droits collectés par les douanes américaines sur les importations de biens chinois.

Entreprises

- **L'indice économique (« *Leading Economic Index* ») pour mars 2020 de l'organisation non gouvernementale *Conference Board* marque une contraction de 6,7%.** Cet indicateur économique, destiné à prévoir l'activité économique future, est établi à partir d'un calcul agrégé sur la base des valeurs de dix variables économiques et financières clés établies par le Département du Travail, le Département du Commerce, la Fed, le Trésor américain, l'indice manufacturier ISM, le S&P500 et l'indicateur de confiance des consommateurs établi par l'Université du Michigan. La dernière baisse majeure constatée sur cet indicateur était de 3,4% en octobre 2008.
- Face à la réduction des investissements des compagnies pétrolières – qui prévoient une baisse des activités pétrolières en Amérique du Nord de 40% à 60% au deuxième trimestre 2020 – le *Wall Street Journal* rapporte que **Schlumberger annonce la suppression de 1 500 emplois en Amérique du Nord.** Le groupe français a réduit son plan de dépenses en Amérique du Nord de 60%.
- Selon l'opérateur de services pétroliers Baker Hughes – qui prévoit de déprécier 15 milliards de dollars d'actifs dans l'industrie pétrolière – le nombre d'appareils de forage opérant aux Etats-Unis en mars 2020 était de 584, contre 773 à la mi-mars 2019. Le secteur pétrolier devrait supprimer, en cumulé, plus de 200 000 emplois aux États-Unis cette année et 20% des emplois du secteur seront détruits à l'échelle mondiale, selon les analystes de Rystad Energy.
- **Facebook**, qui emploie près de 45 000 personnes et 15 000 contractants externes, dont l'essentiel aux Etats-Unis, a annoncé que la plupart des salariés du groupe ne reprendront pas d'activité sur site avant fin mai. Le groupe annonce également la suspension de tout évènement regroupant plus de 50 personnes jusqu'en juin 2021.